

Qualité de vie : Didier Sapy (Fnaqpa) veut un choc de simplification

La [Fnaqpa fêtait ses 31 ans les 22, 23 et 24 juin dernier à Bordeaux](#). L'occasion pour son président Michel Bénard de constater que sa charte n'a pas pris une ride. « Pour une reconnaissance de la personne âgée, contre le déni du vieillissement, pour le droit à l'accueil, au confort, au respect et la dignité ». La vie est faite de choix a souligné son directeur Didier Sapy. Remonté contre le retour au « tout médical », la Fnaqpa fait clairement le choix de la qualité de vie.

Plus de liens, moins de soins

Florence Braud est aide-soignante en unité d'hébergement renforcée, blogueuse. Elle a témoigné de la quête du sens dans ces structures, de la nécessaire valorisation du prendre soin, portée par une communication pluri-professionnelle à repenser.

Elle affirme la primauté des liens avant les soins. « *Il y a peu d'urgences vitales à gérer dans le médico-social mais beaucoup d'urgences bien-être* ».

A chacun (quelle que soit sa profession dans la maison) de savoir, de s'autoriser à aller au contact de celui qui appelle, ou qui n'appelle pas, de rassurer, accompagner, de créer le lien, d'essayer du café qui a coulé, de parler, d'accompagner quelqu'un aux toilettes... : c'est un **accompagnement pluri-professionnel !**

Pointant les projets « Vis ma vie » : Florence Braud invite les directions à **venir vivre la vie de soignant, de soignante de terrain**. 90 % sont des femmes, qui majoritairement vivent plusieurs vies : la vie de soignante, la vie de parent (en mode monoparental souvent), la vie d'aidante (d'un proche âgé, en situation de handicap), la vie de femme... qui divorce, « *crevée, avec ces horaires de merde* ».

Et si on imposait le lien avant le soin technique, pur ? Et si l'on investissait dans la qualité de vie au travail des aides-soignants vieillissants ?

La vie est une affaire de choix a rappelé Didier Sapy, directeur de la Fnaqpa. La feuille de route de la ministre Brigitte Bourguignon a fait fausse route en validant le rapport Jeandel/Guérin.

Avec l'AD-Pa, la Fnaqpa a lancé une lettre ouverte aux Agences régionales de santé et aux départements pour un plan d'urgence pour le grand âge, la création immédiate de deux postes par structure, un bouclier énergie, et un choc de simplification.

Didier Sapy estime que les recommandations du rapport Jeandel/Guérin sur les Ehpad est justement « *tout ce qu'il ne faut pas faire !* ». La ministre Brigitte Bourguignon a fait fausse route en insérant ces conclusions dans sa feuille de route pour les Ehpad.

« Il faut revenir à nos fondamentaux en affirmant la primauté de l'avenir et la qualité de vie comme les objectifs prioritaires, la qualité de soin étant un moyen » souligne Didier Sapy.
« Des lieux de soin, tout sécuritaire, ce n'est pas ce que veulent les citoyens ».

Concernant le désormais célèbre « virage domiciliaire », quelle erreur d'opposer le domicile des établissements, insiste le directeur de la Fnaqpa. « L'Ehpad est aussi une alternative au domicile parmi d'autres : résidences, habitats inclusifs, intermédiaires ».

Il fustige le « flot de démagogues » qui ont fait suite à l'affaire Orpea avec le lancement d'inspections dont personne ne lira les rapports, la production de textes traduisant les incompétences comme les CVS sans la place claire des familles, ou ces batteries d'indicateurs exigés du terrain alors qu'ils ne sont pas exploités.

Non les professionnels ne sont pas « tous présumés coupables ». La posture Zorro des ministres est infernale comme ces coups de mentons : « avec moi ça ne va pas se passer comme ça ».

Pour un choc de simplifications tous azimut

Didier Sapy propose de jeter les grilles Aggir et Pathos pour accueillir non pas des Gir 1 et 2 cotés P4 mais des individus avec des dotations associées. Il dit « stop à la gestion du risque avec ses consignes, protocoles, les unités bidules et machins qui enferment, pour revenir aux fondamentaux des droits et libertés des citoyens avec l'appui des autorités ».

Le directeur de la Fnaqpa invite à revenir à la qualité perçue et non uniquement la qualité des soins.

Aligné sur les avis du CCNE, la Fnaqpa invite à jeter les normes techniques et administratives qui empêchent la qualité de vie en mode protection des soignants et des directions. Il est certes plus facile pour les autorités de contrôler et vérifier l'application d'une norme plutôt que d'aider à déployer la qualité d'accompagnement.

Arrêter les usines à gaz tarifaires

La T2A (tarification à l'activité) en Ehpad, on voit que ça ne marche pas, même si on a pu constater des améliorations dans les pratiques, concède Didier Sapy. Mais pour quel résultat ? Pour n'accueillir que les personnes évaluées en Gir 1 – 2 ? Pour quelle qualité de vie ? L'in-attractivité est totale : autant pour les citoyens âgés qui ne veulent pas aller y vivre que les personnels qui fuient les Ehpad.

Attention à ne plus être complice de ces établissements centrés sur la grande dépendance avec quelques carottes (comme le financement des Pasa).

Attention aussi à l'arrivée de cette tarification à l'activité dans les Ssiad.

Trois dimensions sont à financer : le gîte et le couvert, la santé (par l'Assurance maladie), les services à l'autonomie par une prestation autonomie attendue.

Arrêter de parler de moyens, de coûts, selon Didier Sapy, pour défendre et financer la présence, les compétences, les liens, avec des prestations en nature dans un domicile. Didier

Sapy cite une étude européenne qui atteste qu'un euro investi dans l'aide aux personnes âgées rapporte 8 euros de dépenses évitées.

La Fnaqpa a planché aussi sur la dénomination des services et établissements : les Ehpad deviendraient des "Ensemble d'habitations pour la dignité".

La fédération veut que l'inaction s'arrête, que l'on sorte de la production de rapports pour passer à l'action, aux décisions. Elle va mobiliser ses 600 adhérents pour mettre la pression sur le gouvernement, en partageant sa vision prospective avec les alliés, les parties prenantes, et donc les familles dont la voix douloureuse, excessive parfois est utile pour porter la qualité de vie.

« Tout est écrit dans le préambule de la [convention d'objectif et de gestion \(Cog\) entre l'Etat et la CNSA pour la mise en œuvre de la branche autonomie à horizon 2030](#) », estime Didier Sapy.

Il faut maintenant passer à l'action !